

se soustraire à son devoir et aux obligations qu'il s'est engagé d'assumer. Le gouvernement libéral d'Ottawa veut faire croire au peuple canadien que l'aide aux chômeurs est de responsabilité provinciale et municipale.

Peut-on imaginer plus d'audace de la part d'un gouvernement? On pousse encore une fois le cynisme jusqu'à dire que même si c'est la responsabilité des provinces et des municipalités, on est cependant prêt à apporter une aide généreuse. Que de générosité, monsieur l'Orateur, avec l'argent qui ne nous appartient pas!

J'ai déjà dit et je le répète que le chômage relève entièrement du gouvernement fédéral et je demande au Gouvernement d'y apporter l'attention immédiate que ce problème mérite. Laissons de côté les conférences et les tours de football politique et que l'on s'empresse de donner à manger à ceux qui ont faim! Les intérêts mesquins de la politique n'ont jamais servi la population. J'insiste donc pour que le gouvernement laisse de côté la sécurité du pouvoir, qu'il adore, qu'il se penche pour un moment vers le peuple qui a faim et pour qui le mot sécurité n'a malheureusement plus de signification. Que le gouvernement cesse d'agir en vue de gagner des élections! Ce n'est pas le but d'un parti politique et c'est encore moins la définition du mot démocratie. Et en parlant de démocratie, que l'on me permette de rappeler au parti libéral que ce mot veut dire gouverner pour le peuple, et non pour la sécurité du parti auquel il adhère!

Jetons maintenant un regard, monsieur l'Orateur, sur la situation devant laquelle se trouve le parti libéral fédéral, et quelle est la raison qui l'incite à continuer sa politique de centralisation. Pourquoi agit-il de façon à empêcher les provinces de reprendre les revenus qu'on leur a empruntés et que l'on veut à tout prix conserver?

C'est que si l'on remettait aux provinces leurs sources de revenus, elles auraient nécessairement plus d'argent (cet argent n'est-il pas d'ailleurs leur propriété?) et ce sont elles qui répandraient, à leur tour, les bienfaits dans les sphères qui leur sont dévolues par la constitution canadienne.

Si les provinces récupéraient leur argent, le gouvernement fédéral en aurait donc moins et, du fait, serait incapable de continuer à payer pour les lois sociales qu'il a instituées avec l'argent des autres. Le résultat serait que les libéraux ne pourraient plus continuer de se vanter devant leurs électeurs, car du même coup ils auraient perdu leur programme électoral. Ils seraient donc obligés de taxer, et les libéraux savent que ce n'est pas populaire chez le peuple, qui l'est déjà trop.

Je crois avoir suffisamment prouvé, monsieur l'Orateur, que tous les actes irréfléchis posés par le gouvernement n'avaient pas pour objet d'administrer en regard des besoins du peuple, mais bien plutôt dans le seul et unique but de gagner des élections et de conserver le pouvoir.

Je redis encore une fois au Gouvernement, qui se ferme les yeux pour ne pas voir et se bouche les oreilles pour ne pas entendre, que dans la ville de Québec, plus particulièrement dans le comté que je représente, la misère et la pauvreté ont depuis longtemps déjà fait leur triste apparition, misère et pauvreté qui s'étendent dans le comté de Québec-Est, représenté à la Chambre par le premier ministre du Canada.

Qu'attend donc le premier ministre pour remédier à cette situation, qui ne peut durer plus longtemps, dans sa ville natale? Je me fais donc l'interprète des pères et mères de familles, que la douleur accable et que la misère ronge, pour demander en particulier au premier ministre de faire preuve au moins d'un peu de cœur pour venir en aide à ces infortunés. C'est au nom des enfants qui ont faim et qui sont mal vêtus que je supplie le premier ministre de leur apporter un peu de soulagement et de réconfort. Notre capital humain, c'est l'avenir de la nation, et il est criminel de contribuer à son extermination lente et douloureuse.

Avant que l'on ait trouvé une solution permanente à ce chômage désastreux pour le bonheur des foyers et compromettant l'avenir du Canada, que l'on apporte une aide temporaire, par l'exécution immédiate des travaux que je réclame depuis plus d'un an en cette enceinte!

La ville de Québec et ses environs étant les endroits les plus atteints au Canada par cette crise de chômage réclament à grands cris les travaux que je n'ai cessé de demander depuis que je siége à la Chambre.

Non seulement se moque-t-on de la misère des sans-emploi en ne leur fournissant aucun moyen de subsistance, mais on laisse toute la population de Québec s'empoisonner, petit à petit, au contact des rivières Saint-Charles et Lairet, qui continuent de répandre leur baume nauséabond, danger constant pour la santé de nos concitoyens.

Qu'attend le premier ministre pour agir? Ce problème est des plus urgents et je ne doute aucunement que la présence à Ottawa aujourd'hui de Son Honneur le maire de Québec a pour but de réclamer des travaux pour les sans-travail. Une fois pour toutes, que le premier ministre nous débarrasse de ces dépotoirs et égouts à ciel ouvert, qui constituent non seulement une disgrâce et une honte pour Québec mais également, je le répète, un danger constant pour la santé publique.